



Students Scientific Conference

Europe 2020: une tentative de refonte de la stratégie de Lisbonne

Cyriac BARBOT

Supervisor : PhDR Marian SUPLATA, PhD

Banská Bystrica

2013/2014

Préface

BARBOT Cyriac : Europe 2020 : une tentative de refonte de la stratégie de Lisbonne. [Mémoire de fin de Licence] / Cyriac Barbot. - Université Matej Bel à Banská Bystrica. Faculté d'économie. - Superviseur : PhDr. Marian Suplata, PhD. - Degré d'étude : 3ème année de Licence - Banská Bystrica : EF UMB, 2014.

Remerciement

Je remercie le professeur Marian Suplata pour ses conseils, ses commentaires et son aide précieuse tout au long de la rédaction de ce mémoire.

Résumé

Le sujet de ce mémoire est la comparaison entre les deux grandes stratégies mises en place en Europe au début du XXIème siècle à savoir la stratégie de Lisbonne et la stratégie Europe 2020. L'objectif étant de réaliser une évaluation de la stratégie Europe 2020 aujourd'hui et surtout des moyens mis en œuvre pour la réalisation de ce plan de réforme.

Dans la première partie qui est plus théorique, le mémoire se concentre sur les présentations des différentes stratégies et sur les définitions des grandes institutions européennes. Grâce à ses bases, c'est une deuxième partie que le mémoire présente les différentes raisons internes et externes à l'Europe qui ont fait que les objectifs de la stratégie de Lisbonne n'ont pas été atteints. Enfin, dans la troisième et dernière partie, est présentée une comparaison entre la stratégie de Lisbonne et la stratégie Europe 2020 afin de voir si l'Union Européenne a appris des erreurs qu'elle a commises lors de la stratégie de Lisbonne pour établir Europe 2020. Le mémoire évalue donc la stratégie Europe 2020 par rapport à son prédécesseur et offre des propositions d'amélioration afin d'atteindre avec plus d'aisance les différents objectifs.

Pour cela, les sources principales sont des documents officiels de la Commission ainsi que des rapports sur l'Europe et, pour les données chiffrées et les différents indicateurs, la source principale est Eurostat.

Mots clés : Stratégie de Lisbonne, Stratégie Europe 2020, Union Européenne, Commission Européenne.

Sommaire

Préface.....	1
TABLEAUX ET GRAPHIQUES	3
ABREVIATIONS	4
INTRODUCTION	5
1. THEORIES ET DEFINITIONS.....	7
1.1 Définitions.....	7
1.2 Stratégie de Lisbonne	8
Description.....	8
Défis à relever.	8
Objectifs.....	10
1.3 Stratégie Europe 2020	11
Description.....	11
Défis à relever.	11
Objectifs.....	13
2. LISBONNE : LES RAISONS DE L'ECHEC.....	14
2.1 Les raisons internes à l'Europe.....	14
2.2 Une révision des objectifs en 2004.	16
2.3 Des raisons conjoncturelles.....	18
3. EUROPE 2020 : SUR LA BONNE VOIE POUR REUSSIR ?.....	20
3.1 Quatre ans après, où en sommes-nous ?.....	20
3.2 Sur une meilleure voie que pour Lisbonne.....	24
CONCLUSION.....	27
BIBLIOGRAPHIE.....	29

TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Graphique n°1. Niveau du PIB réel de l'UE et de la zone euro sur la période 2000-2020 (index 2010=100)	21
Graphique n°2 : Taux d'emploi dans les Etats membres de l'UE	22
Graphique n°3 : Part des investissements dans la R&D en % du PIB	23
Tableau n°1 : Récapitulatif des objectifs des deux stratégies.....	25

ABREVIATIONS

FMI	Fond Monétaire International
PIB	Produit Intérieur Brut
R&D	Recherche et Développement
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UE	Union Européenne

INTRODUCTION

Durant les années 1990, l'Europe prend un retard grandissant par rapport aux Etats-Unis dans les domaines de la recherche mais aussi dans le développement. En effet, l'économie américaine commençait à prendre une sérieuse avance sur les économies européennes. Elle s'appuyait sur l'émergence de l'économie de la connaissance et sur la domination dont elle bénéficiait dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. De plus, l'Europe se sentait menacée par l'émergence de puissante économie et par le Japon qui, proportionnellement à sa population, demeurait très performant dans le domaine de la recherche et développement et, à la même époque, elle subissait un ralentissement dans la croissance démographique. C'est pourquoi, à l'occasion du Conseil de printemps en mars 2000, les quinze chefs d'Etat des Etats membres de l'époque ont décidé que l'Union Européenne (UE) devait relever le taux de croissance et d'emploi pour soutenir une cohésion sociale et un environnement durable. Afin de préserver son modèle sociale qui la caractérise, de continuer à offrir à ses citoyens une qualité de vie satisfaisante et des emplois, l'UE s'est donnée pour objectif en 2010 de "devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale, dans le respect de l'environnement".

En 2010, les principaux objectifs de la stratégie de Lisbonne (qui étaient un taux d'emploi de 70% et des dépenses en Recherche et Développement (R&D) équivalant à 3% du PIB) n'étaient pas atteints même elle a eu des effets positifs sur l'ensemble des pays de l'UE. En effet, le taux d'emploi dans l'UE a augmenté de 4% entre 2000 et 2008 (on passe de 62% à 66%) mais les dépenses totales en R&D dans l'UE n'ont augmenté que de 0,8%; l'UE garde un retard conséquent dans la croissance de sa productivité par rapport aux grands pays industrialisés.

Si la stratégie de Lisbonne n'a pas eu les effets escomptés, c'est en grande parti dû à la crise économique de 2008. En effet, cette crise a effacé beaucoup de progrès réalisés en Europe depuis 2000 : Des niveaux d'endettement excessifs, des taux de chômage élevés et une croissance structurelle passive. C'est pourquoi l'UE a besoin d'une nouvelle stratégie qui,

comme pour Lisbonne, sera fondée sur la coordination des politiques économiques de chaque Etats pour assurer une croissance plus active et créer davantage d'emplois. Le Conseil européen mis donc en place une nouvelle stratégie appelée "Europe 2020 - Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive." qui aura un fonctionnement similaire à sa prédécesseur : des objectifs à atteindre en une décennie pour l'ensemble des pays de l'UE et qui sera basée sur la coordination des politiques économiques de chaque Etats membres.

Il sera donc intéressant d'étudier quels sont ces objectifs, si ils semblent plus réalistes que ne l'étaient ceux de la stratégie de Lisbonne, quelles sont les erreurs commises durant la stratégie de Lisbonne qu'il ne faudra pas commettre à nouveau. Pour résumer, en quoi la stratégie Europe 2020 semble une meilleure solution pour redynamiser l'UE que ne l'était la stratégie de Lisbonne ? C'est après un bref historique de la mise en place de l'euro et un rappel sur les stratégies de Lisbonne et Europe 2020 que nous analyserons les raisons externes et internes à l'UE de l'échec de la stratégie de Lisbonne pour enfin terminer sur une analyse des résultats de la stratégie Europe 2020 quatre ans après sa mise en place.

1. THEORIES ET DEFINITIONS.

1.1 Définitions

L'Union Européenne étant le sujet fondamental de ce mémoire, il paraît nécessaire d'en avoir une définition claire. L'UE est donc une association de vingt-huit Etats aujourd'hui qui délèguent par traité l'exercice de certaines compétences à des organes communs. Les membres fondateurs de l'UE étaient au nombre de six puis elle s'est élargit au sud et vers l'est après la Guerre froide. Elle est régit par plusieurs traités importants notamment par le traité de Rome en 1957 qui confirme sa création et par le traité de Maastricht en 1992 qui institue une union politique qui prend le nom d'Union Européenne et qui prévoit la mise en place d'une union économique monétaire (la zone euro).

Les organes communs précédemment évoqués sont le Parlement européen, le Conseil Européen et la Commission Européenne. Tout d'abord, nous avons la Commission Européenne qui a été institué par le Traité de Rome. Elle est composée d'un commissaire par Etat membre soit 28 aujourd'hui. Sa fonction principale est de s'assurer de la mise en place des traités et des différentes politiques communautaires. C'est donc elle qui aura le rôle de s'assurer de l'évolution des réformes liées aux stratégies et de l'évolution des résultats de chaque Etat. On peut donc dire qu'elle a les pouvoirs législatif et exécutif. Elle est aussi dotée de diverse compétence comme l'établissement de l'avant projet de budget et la gestion des fonds communautaires. Le Conseil Européen, quant à lui, est l'organe institutionnel exécutif qui décide des actes législatifs et budgétaires au sein de l'UE. Les membres de ce conseil sont les chefs de gouvernements des vingt-huit Etats membres de l'Union Européenne. Ces sommets ont pour but de définir les grands axes politique de l'Union et essentiellement en matière de politique étrangère. Mais c'est aussi le Conseil qui a décidé de la mise en place d'une stratégie visant à stimuler la croissance de l'Union Européenne : la stratégie de Lisbonne.

La stratégie de Lisbonne est l'axe majeur de politique économique et de développement de l'Union Européenne entre 2000 et 2010. Elle a été décidée par le Conseil Européen de Lisbonne en 2000 par les quinze Etats membres de l'Union de l'époque. Elle consiste en la réalisation d'une série de réformes globales et interdépendantes : les actions menées par l'un des Etats seront d'autant plus efficaces que les autres Etats agiraient de la même façon. Les champs d'action sont l'innovation comme moteur de croissance, l'économie de la connaissance et le renouveau social et

environnemental. Elle aura en 2010 comme successeur la stratégie Europe 2020. Cette stratégie est fondée sur le même modèle que la précédente, est axée sur l'innovation, la croissance verte, l'éducation, l'emploi mais entend surtout créer une nouvelle forme de gouvernance économique pour une meilleure réalisation de ses objectifs.

Ainsi ces termes définis, nous pouvons maintenant nous centrer sur une présentation plus détaillée des différentes stratégies.

1.2 Stratégie de Lisbonne

Description

En 2000, afin de préserver son modèle social particulier, d'offrir à ses citoyens des perspectives d'emploi et une qualité de vie satisfaisante, l'Union s'est fixé pour objectif : "devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale, dans le respect de l'environnement". C'est pour cela que les quinze chefs d'Etat membres de l'époque se sont réunis en mars 2000 à Lisbonne.

L'idée était que chaque Etat devait mener des actions, des réformes et que celles-ci seraient d'autant plus efficaces que les Etats travailleraient de la même façon. C'est pourquoi cette stratégie vit le jour et se composait d'une série de réformes interdépendantes qui se renforçaient mutuellement. La stratégie de Lisbonne était un moyen pour les Etats membres de modifier leur économie, qui était une économie qui permettait tout juste à l'Europe de rattraper son retard sur les plus grandes économies mondiales, vers une économie plus compétitive et qu'il lui permettra d'occuper une place primordiale sur le plan économique.

Défis à relever.

- Le commerce extérieur : l'Europe prise en tenaille.

La concurrence internationale s'intensifie : entre les Etats Unis et l'Asie, l'Europe doit trouver sa place.

Les Etats Unis qui sont leader dans les hautes technologies et qui prédomine sur l'économie de la connaissance font un concurrent de choix. En effet, ils comptent pas moins

de 74 % des 300 premières sociétés du secteur des technologies de l'information et 46 % des 300 entreprises investissant le plus dans la R&D. De plus, la part mondiale de fabrication et d'exportations de produits de haute technologie ainsi que les effectifs dans ce secteur de l'Union européenne sont inférieurs à ceux des Etats unis. Ces derniers comptent bien consolider leur première place, il est d'autant plus important pour l'UE d'améliorer son économie de la connaissance.

De l'autre côté, on trouve le continent asiatique qui devient de plus en plus menaçant. En effet, le marché chinois et sa croissance rapide vont faire de ce vaste pays un concurrent de taille mais aussi un marché extrêmement large. Bénéficiant de salaires peut élevés, d'investissements étrangers directes croissants et grâce à son propre tissu scientifique, la Chine s'industrialise à grande vitesse et aujourd'hui, il est difficile de trouver une différence de qualité entre les produits chinois et européens. On est à même de penser que, dans les prochaines décennies, la concurrence dans le domaine de la production de bien où les salaires sont élevés et les technologies stables sera particulièrement redoutable. En Asie, une autre menace s'accroît : le marché indien. Celui-ci bénéficie de la délocalisation et de l'externalisation de certains services grâce à son réservoir de main d'œuvre qualifié, peu cher et anglophone. C'est donc le marché des services qui est menacé.

Etant une économie ouverte sur le marché mondiale, l'Europe va devoir améliorer son économie de la connaissance et ses performances économiques si elle veut relever les défis posés par l'Asie et les Etats-Unis.

- Le vieillissement de l'Europe.

Il y a deux forces qui interagissent et entraînent un vieillissement important des populations et une modification de la pyramide des âges de la population européenne : la chute du taux de natalité et l'augmentation de l'espérance de vie. On estime que la population en âge de travailler sera inférieure de 18 % en 2050 par rapport à nos jours et que, par conséquent, la proportion de retraité par rapport aux personnes en âge de travailler doublera pour atteindre 50 % en 2050.

Le vieillissement de la population entrainera donc en Europe une augmentation des besoins en matière de retraite et de soins de santé et, simultanément, une diminution du

nombre de personne en âge de travailler. On aura donc une augmentation des dépenses liées aux retraites et au système de santé et une diminution du taux de croissance de l'Union européenne.

- Les défis liés à l'élargissement.

L'UE est passée de 15 Etats membres à 25 ce qui a eu pour effet direct une augmentation de la population de 20 % alors que le PIB n'a augmenté que de 5 %. De fait, la plupart des objectifs de la stratégie de Lisbonne ont été plus difficiles à atteindre. Par exemple, le taux d'emploi moyen de l'UE-25 a chuté de près de 1,5 %, le taux de chômage est passé de 3,3 % à 4 %.

Le point positif de l'élargissement est que les nouveaux Etats membres ont réalisé des taux élevés de croissance du PIB et de leur productivité en essayant de rattraper la moyenne européenne. Ils ont fait un bond dans les générations de leur technologie passant de technologies obsolètes à des processus bien plus modernes.

Objectifs.

Afin de réaliser l'objectif de faire de l'économie européenne "l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde", la Commission a fixé plusieurs sous-objectifs :

- L'objectif concernant l'emploi en Europe consistait à passer de 61 % en moyenne en 2000 à un taux d'emploi de 70 % en 2010 et d'augmenter la proportion de femmes actives de 51 % à 60 % ainsi que celui des 55-64 ans à 50 %. Pour cela, il fallait améliorer la capacité d'insertion professionnelle, accorder une importance plus grande dans la formation tout au long de la vie et améliorer l'égalité des chances en réduisant la ségrégation professionnelle.

- Il s'agissait aussi de préparer l'Europe à devenir une économie fondée sur la connaissance. De ce fait, un objectif global était à atteindre : des investissements dans le domaine de la recherche et du développement représentant 3 % du PIB.

- Une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 8% par rapport à 1990. Objectif mis en place par la stratégie de Göteborg en 2001 pour donner un aspect plus

environnemental à la stratégie de Lisbonne.

1.3 Stratégie Europe 2020

Description

La Commission a proposé la stratégie Europe 2020 début 2010 qui sera la stratégie de l'UE pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Elle avait pour objectif d'améliorer la compétitivité de l'UE tout en préservant son modèle d'économie sociale de marché. En matière de croissance et d'emploi, la stratégie Europe 2020 a tiré des leçons de la stratégie de Lisbonne.

Cette stratégie est comme un partenariat entre l'UE et ses Etat membres. Elle se base sur une série de cinq objectifs étroitement liés à atteindre d'ici 2020 dans les domaines de l'emploi, de la recherche et développement, du changement climatique, de l'énergie, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Défis à relever.

- Evolution de la société

La société européenne subit des transformations : nouveaux mode vie urbain et ruraux, nouveaux modèles de consommation, présence croissante de la technologie dans la vie quotidienne... L'Europe doit principalement faire face à un phénomène démographique : le vieillissement des populations. La population européenne est entrain de vieillir : la population des personnes âgées de plus de 65ans devrait doubler entre 1990 et 2050. Ce phénomène va donc engendrer une dépendance des personnes âgées plus importante et menacer la viabilité financière du système social actuellement en place. En effet, la population en âge de travailler va fortement diminuer ce qui va limiter le potentiel de croissance de l'Europe. Le défis de l'UE sera donc de trouver plus de personnes pour travailler, qu'elles soient plus productives et qu'elles travaillent plus longtemps.

- Evolution de la productivité.

Par rapport aux autres économies développées, la croissance européenne est en retard depuis ces trente dernières années en grande partie à cause de la faible croissance de la productivité. En effet, la production de la zone euro atteint seulement 70% du PIB par habitant des Etats-Unis. Bien que ca soit en parti du au manque d'investissement dans les

TIC (Technologies d'Information et de Communication), c'est aussi une conséquence du vieillissement de la population. Bien que les réformes mise en place à propos des marchés des produits, des services et du travail sont bien orientées et adaptées aux besoins de l'économie, les résultats ne se verront que sur le long terme. Il va donc falloir que l'UE améliore la qualité de son capital humain, stimule les performances des systèmes de recherche, d'éducation et de formation et bien sur encourager l'innovation.

- Mondialisation et commerce.

Dans les 10 à 15 prochaines années, 90% de la croissance mondiale se réalisera en dehors de l'UE selon les estimations. Malgré sa position sur le commerce mondial (premier exportateur et première puissance mondiale dans le domaine du commerce de marchandises), l'UE a donc tout intérêt à faire en sorte que ses entreprises restent compétitives à l'échelle internationale et soient en mesure d'accéder à des marchés nouveaux. Toutefois, l'Union a bénéficié, pendant la crise, d'un moteur de croissance qui l'a aidé à maintenir une position forte sur les marchés mondiaux : le commerce. En effet, c'est grâce à son marché intérieur que l'UE soutient la concurrence internationale. De plus, on a observé que les PME qui exercent leurs activités à l'échelle internationale connaissent une croissance plus rapide et sont plus efficaces dans la recherche et développement que celles qui restent au national. Le défi de l'UE sera donc de stimuler et d'inciter ses entreprises à évoluer sur les marchés internationaux pour rester compétitive et bénéficier d'une croissance rapide.

- Préoccupations environnementales.

Au cours du XXème siècle, la consommation de combustibles fossiles et l'extraction de ressources matérielles sont devenus impressionnantes. Cela a, comme conséquence directe, une montée des prix des ressources matérielles employées par les entreprises. Nous sommes dans un système où les ressources ne sont pas utilisées de manière optimale. Une utilisation des ressources plus efficace permettrait donc une rentabilité plus importante au sein des entreprises et un accroissement de leur compétitivité. Le Conseil mondial des affaires pour le développement durable estime qu'il faudra multiplier l'efficacité des

ressources par 10 d'ici 2050 et surtout qu'il faut des améliorations significatives avant 2020. Le défi de l'UE sera donc de mettre en place un système dans lequel le potentiel productif des ressources sera exploité de manière plus efficace.

Objectifs

Europe 2020 présente trois grandes priorités qui se soutiennent mutuellement : une croissance intelligente (c'est à dire une économie fondée sur la connaissance et l'innovation), une croissance durable (c'est à dire une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, une économie plus verte) et une croissance plus inclusive (c'est à dire une économie à fort taux d'emploi qui favorise la cohésion sociale et territoriale). Pour cela, ont été fixé cinq grands objectifs représentatifs de cette croissance. Ils devaient être mesurables, capables de refléter la diversité des situations des Etats membres et se fonder sur des données fiables et que l'on puisse comparer. Ce sont donc les objectifs suivants qui ont été sélectionnés pour assurer le succès de la stratégie en 2020 :

- augmenter le taux d'emploi des femmes et des hommes âgés de 20 à 64 ans par le biais d'une participation accrue des jeunes, des travailleurs plus âgés et des travailleurs peu qualifiés, et par le biais d'une meilleure intégration des immigrés en situation régulière.

- Améliorer les niveaux d'éducation pour qu'au moins 40% des jeunes âgés de 30 à 34 ans soient diplômés de l'enseignement supérieur ou équivalent (actuellement ce taux est de 31 %) et pour que le taux d'abandon scolaire passe en dessous des 10%

- Favoriser l'inclusion sociale, via la lutte contre la pauvreté, en sortant 20 millions de personnes de la précarité ou de l'exclusion sociale.

- Stimuler la croissance par le biais des innovations notamment en investissant 3% du PIB dans la recherche & développement.

- D'un point de vue environnement, la stratégie cible une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% voir 30% par rapport à 1990 ainsi qu'une augmentation de 20% de l'efficacité énergétique et l'utilisation d'énergie provenant de sources renouvelables à hauteur de 20%.

2. LISBONNE : LES RAISONS DE L'ECHEC.

Pour ce qui est de la réalisation de ses objectifs, on peut dire que la stratégie de Lisbonne a été un échec. En effet, la part du PIB consacrée à la R&D n'atteint que 1,9 % ce qui est loin d'être les 3 % initialement prévus; du côté de l'emploi, le bilan n'est pas plus satisfaisant avec un taux d'emploi de seulement 64,3 % en 2011. A cela, on peut y associer plusieurs raisons : premièrement des raisons internes à l'Europe (comme la structure de la stratégie, sa mise en place...) qui ont mené à la redéfinition des objectifs en 2005 et des raisons conjoncturelles (des événements inattendus qui se sont déroulés au cours de la décennie dernière).

2.1 Les raisons internes à l'Europe.

La crise peut bien sur être mise en faute, mais il y avait aussi de nombreuses faiblesses initiales :

- la pluralité des objectifs : les objectifs étaient trop nombreux, non hiérarchisés et se concentraient sur trop de domaines afin de contenter le plus d'acteurs possibles : croissance, compétitivité, recherche, protection sociale, environnement... On ne trouve dans aucun document un objectif clairement identifiable et les moyens pour l'atteindre. En plus d'être trop nombreux, les objectifs étaient trop généraux : on demandait par exemple à la Finlande et à l'Italie de consacrer 3 % de leur PIB à la R & D. Pour la Finlande qui est spécialisée dans les technologies d'innovation, il n'y a aucun problème mais pour l'Italie qui est plus spécialisée dans le secteur du textile, atteindre cet objectif paraît dérisoire.

- cette stratégie n'était soutenue par aucune personnalité emblématique comme l'était la monnaie unique notamment soutenu par le chancelier Helmut Kohl et par le président François Mitterrand.

- La principale faiblesse de la stratégie de Lisbonne est qu'il n'y avait rien d'obligatoire pour les différents Etats membres. On se contente simplement de fixer différents objectifs nationaux pour chaque Etat et de comparer les résultats, de mettre en avant les meilleures politiques. En publiant régulièrement les performances de chacun, on crée une sorte de concurrence. Rien n'est juridiquement imposé et contrôlé par la Cour de Justice par exemple (comme pour le marché unique) ou par des critères fermes (comme pour Maastricht). Il était donc impossible d'imposer aux Etats de consacrer telle ou telle somme

d'argent à la recherche. Associé au manque de motivation des gouvernements, on a donc eu des réformes qui étaient mises en place de manière lente et irrégulière. Certains Etats plus performants partaient avec des réformes ambitieuses tandis que d'autres restaient en arrière, accumulant du retard. Un retard non négligeable car la stratégie repose sur la synergie des réformes, par conséquent des avantages n'ont pas été exploités.

- La R&D, l'innovation, le marché du travail, l'environnement des entreprises et l'assainissement des finances publiques étaient des domaines sur lesquels la stratégie de Lisbonne était centrée. Tous ces domaines étaient nécessaires pour préparer l'UE à la mondialisation et au vieillissement de ses populations. Mais d'autres éléments ont été oubliés. Des éléments qui auraient pu limiter l'impacte de la crise en s'attaquant directement à ses origines : le risque des marchés financiers, les bulles spéculatives (tel que le marché du logement), la consommation liée au crédit, des augmentations de salaires supérieures aux gains de productivité...

Un autre point qui peut expliquer le manquement des objectifs de la stratégie de Lisbonne est un des défis auquel elle avait à faire face : l'élargissement. Bien qu'étant un événement positif pour l'UE, l'élargissement de l'UE à 27 pays (soit 12 de plus) a rendu les objectifs de Lisbonne plus difficiles à atteindre à l'échelle européenne. En effet, les nouveaux Etats membres présentent des taux d'emploi et des niveaux de productivités inférieurs. Par conséquent, il est d'autant plus difficile d'atteindre les objectifs de la stratégie de Lisbonne en partant d'une base inférieure.

Pourquoi un tel retard dans le domaine de l'innovation : il n'existe pas de marché intérieur européen de la technologie en Europe : il faut payer dans chaque pays pour déposer son brevet ce qui est extrêmement coûteux de protéger l'innovation. Ce manque de perspectives de marché n'incite guère aux investissements privés. Il y a aussi un manque de volonté politique.

On peut donc conclure ce point par le fait qu'il y avait, dès la mise en place de la stratégie, des faiblesses non négligeables quant à la réalisation de ce projet. En effet, le manque de clarté dans la hiérarchisation des objectifs dû au surplus de ceux-ci associé au manque de motivation des Etats et au manque de moyens employés pour obliger les Etats à agir ne pouvait aboutir à de bons résultats. De plus, l'élargissement, bien qu'étant un facteur clé à la réussite de la zone euro, n'a pas aidé non plus à la réalisation des objectifs. C'est pourquoi, en 2004, le rapport de Kok fut rédigé : pour donner de nouveaux objectifs, pour

entrevoir les erreurs de ce début de mandat et pour essayer de corriger certains points.

2.2 Une révision des objectifs en 2004.

En 2004, le rapport Kok dressa un tableau négatif : à la place d'avoir une "économie européenne gagnante au niveau mondiale", les résultats restaient très limités à mi-chemin de l'échéance de 2010. Il y avait donc encore beaucoup à faire pour que "la stratégie de Lisbonne ne soit pas synonyme d'objectifs manqués et de promesses non tenues." Dans ce rapport, le premier ministre néerlandais conseillait de se recentrer sur cinq domaines :

- la société de la connaissance : un retard européen s'est accumulé dans la R&D et dans les technologies de communication et de l'information (TIC). Il conseil donc d'encourager la diffusion des TIC, de mettre en place des conditions favorables au commerce électronique, d'aider l'Europe à conserver son avance dans les technologies des communications mobiles, de rendre l'Europe plus attractive pour les chercheurs et scientifiques en facilitant la mobilité, de réduire de moitié le nombre de jeune en abandon scolaire, favoriser la formation tout au long de la vie.

- Le marché intérieur : procéder à l'achèvement du marché intérieur notamment en encourageant la libre circulation des biens, des capitaux mais aussi en facilitant la circulation des services par la mise en place d'un marché européen des services.

- L'environnement des entreprises : mettre en place un environnement propice à l'innovation, à l'investissement et à l'esprit d'entreprise ainsi que réduire les coûts liés à la conduite des affaires, simplifier les formalités administratives, faciliter la création de nouvelles entreprise et tout simplement créer un environnement plus favorable.

- Le marché du travail : augmenter le taux d'emploi total, des personnes entre 55 et 64 ans et des femmes en supprimant certains freins à leur insertion au marché du travail et diminuer la pauvreté, encourager la formation tout au long de la vie et soutenir les partenariats en faveur de la croissance et de l'emploi.

- L'environnement durable : faire face au changement climatique (en ratifiant le protocole de Kyoto par exemple), poursuivre des politiques débouchant sur une amélioration de la productivité grâce à l'éco-efficacité sur le long terme.

Toujours selon ce rapport, il était nécessaire de changer certains points structurels. Premièrement, il fallait promouvoir la cohérence et la compatibilité de la mise en œuvre. Pour cela, il fallait que les Etats concernés partagent tous le même objectif et que, s'il peut y avoir des politiques aux orientations contradictoires, il fallait les réaligner pour qu'elles

puissent se renforcer mutuellement. En effet, le rôle des Etats membres est crucial dans la réalisation des objectifs tant au niveau national qu'international : les bons résultats d'un Etat améliorent les performances des autres. Les parlements nationaux et les citoyens n'ont, de plus, pas été assez pris en compte de telle sorte qu'il n'y avait aucune pression sur les gouvernements nationaux. Il fallait aussi mettre en œuvre des systèmes de transparence afin de pouvoir hiérarchiser les différents objectifs au niveau national. C'est à dire avoir un "plan de bataille" avec les différentes étapes à atteindre pour pouvoir garantir la cohérence et la comptabilité des mesures prises et voir l'avancement dans l'atteinte des différents objectifs. Il était aussi nécessaire d'améliorer la communication entre les différents acteurs (les Etats membres mais aussi la Commission européenne et le Parlement) pour garantir un renforcement à l'échelle européenne. Il aurait aussi convenu que l'Union consacre une partie de son budget communautaire actuel à l'introduction d'incitants budgétaires ayant pour but d'encourager les Etats membres à réaliser les objectifs de Lisbonne.

Deuxièmement, il s'agissait d'améliorer le processus de réalisation concrète. C'est à dire améliorer la méthode ouverte de coordination. Jusque là, les Etats membres accusent un retard dans la réalisation et la mise en place des décisions prises. De plus, dans la grande majorité des cas, les dispositions prises au niveau nationale ne sont pas conformes aux directives originales ce qui a comme conséquence directe de réduire les avantages d'un ensemble de mesure à néant. Il aurait donc fallu obliger les Etats à respecter leurs engagements au lieu de les laisser comparer leurs résultats dans le but de les inciter à faire mieux que leurs voisins. Il y avait un autre instrument qui paraissait sans intérêt : les indicateurs liés au processus de Lisbonne. C'était par ce moyen que les Etats pouvaient donc comparer leurs résultats. Même si cela pouvait inciter les Etats à voir que leur politique était moins efficace que celle de d'autres Etats, il n'était pour ainsi dire quasiment impossible d'avoir une position claire. En effet, du fait de leur nombre trop important (plus d'une centaine), chaque pays pouvait être numéro un selon l'un ou l'autre indicateur. Si bien que les Etats membres n'étaient pas poussés à améliorer leur situation. C'est pourquoi, le rapport de Kok a, en 2004, conseillé de réduire cette liste à 14 indicateurs.

Une conclusion que l'on peut donc tirer de ce rapport est que les résultats décevants de la stratégie de Lisbonne à mi-chemin sont expliqués par un agenda surchargé, une coordination médiocre et des priorités inconciliables. Mais la principale raison de cet échec est le manque certain d'engagement et d'action politique de la part des gouvernements. Mais,

dés 2004, le rapport annonçait que de trop nombreux objectifs ne seraient pas atteints même si des progrès majeurs ont eu lieu dans l'emploi.

2.3 Des raisons conjoncturelles

Au lendemain de la mise en place de la stratégie de Lisbonne des événements d'impacts mondiaux se sont déroulés. En effet, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 par exemple on appesanti le climat international. La montée des prix du pétrole a aussi son rôle à jouer : en effet, dû à l'insécurité de l'approvisionnement et à une demande toujours croissante, c'est un facteur qui a ralenti l'activité économique et par conséquent une révision à la baisse des prévisions pour la décennie. De plus la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux s'est généralisé de manière préoccupante et les tensions entre l'Europe et les Etats-Unis ont engendré des différends commerciaux. Enfin, c'est aussi le nombre majeur d'incidents environnementaux importants qui a renforcé l'inquiétude suscitée par l'activité humaine sur l'environnement. C'est à cause de tous ces facteurs que la confiance des entreprises et des consommateurs européens a diminué.

Avant même que la crise et ses conséquences ne se fassent sentir en Europe, la stratégie de Lisbonne n'avait donc produit que des résultats mitigés et inégaux entre les différents Etats membres. Toutefois, la crise a souligné l'importance de s'attaquer à des sujets qui auraient pu limiter son impacte (comme évoqué dans le II.A). Car même si les résultats avant la crise ne permettaient pas d'atteindre les objectifs de 2010, ils auraient pu s'en rapprocher s'il n'y avait pas eu ce choc.

La crise a révélé que les structures de l'Union Européenne n'étaient pas faites pour gérer de telles turbulences économiques. En effet, privés d'un budget fédéral digne de ce nom, certain pays se sont vu obligés de faire appel au FMI. De plus, pour encourager la relance, ce sont des plans nationaux qui ont vu le jour et non pas des plans de relance globaux.

La crise économique a eu des effets profonds et durables sur les économies européennes : le PIB a reculé de 4% en 2009, le chômage approche la barre des 10%, des déficits publics qui atteignent 7% du PIB et des niveaux de dette qui ont pris 20 points de pourcentage en 2ans.

En plus d'avoir touché le PIB et d'avoir endetté les Etats membres, la crise a touché d'autres secteurs comme l'emploi, l'environnement des entreprises et l'exclusion sociale.

En effet, même si, avant la crise, l'objectif d'un taux d'emploi de 70% n'allait pas être atteint, on peut voir que la crise n'a rien arrangé. Depuis la mise en place de la stratégie, le taux d'emploi augmentait petit à petit passant de 62,2% à 65,8% en 2008 avec un petit ralentissement sur les dernières années ce qui permettait de dire que l'on aurait pu atteindre un taux d'emploi d'environ 67% en 2010. Mais on peut clairement voir que les effets de la crise se font ressentir en 2009 et continuent de perdurer pour atteindre 64,1% en 2010. Nous sommes donc revenu en deçà des résultats de 2006, c'est comme si la crise avait effacé les résultats des deux années la précédant.

Pour continuer en matière d'impacts sociaux, on peut voir que les répercussions de la crise se sont faites ressentir plus tard pour ce qui est des personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale¹. En effet, depuis 2006, la proportion des personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale ne cessait de diminuer passant d'un taux de 25,3% à 23,2% en 2009. Puis, c'est à partir de 2010 que la crise se fait ressentir sur les populations les plus démunies : en 2010, on retrouve les résultats de 2008 pour atteindre, deux ans plus tard des résultats pires qu'en 2007. Encore une fois, la crise a effacé les résultats des deux années la précédant.

Enfin, un dernier exemple des effets de la crise sur les résultats de la stratégie de Lisbonne, l'environnement des entreprises a aussi été touché notamment l'investissement des entreprises. En effet, on peut voir que l'investissement privé dans les entreprises en pourcentage du PIB augmentait fortement depuis 2004 passant de 17,2% à 18,4% en 2008. Puis, comme pour les deux autres indicateurs, la crise et ses effets cycloniques ont fait leur apparition pour atteindre 15,9% en 2010 (un niveau bien inférieur aux années 1990). Cette fois-ci, la crise a effacé tous les efforts réalisés par les investisseurs depuis la dernière décennie.

On peut donc dire que la crise a confronté l'Union Européenne à ses propres insuffisances en matière de gestion et d'anticipation de crise, a révélé des faiblesses structurelles : la difficulté de coordination des politiques des Etats membres et la diversité des situations des finances publiques mais a aussi et surtout effacé la plupart des résultats de la stratégie en matière d'emploi et de croissance des deux dernières années la précédant.

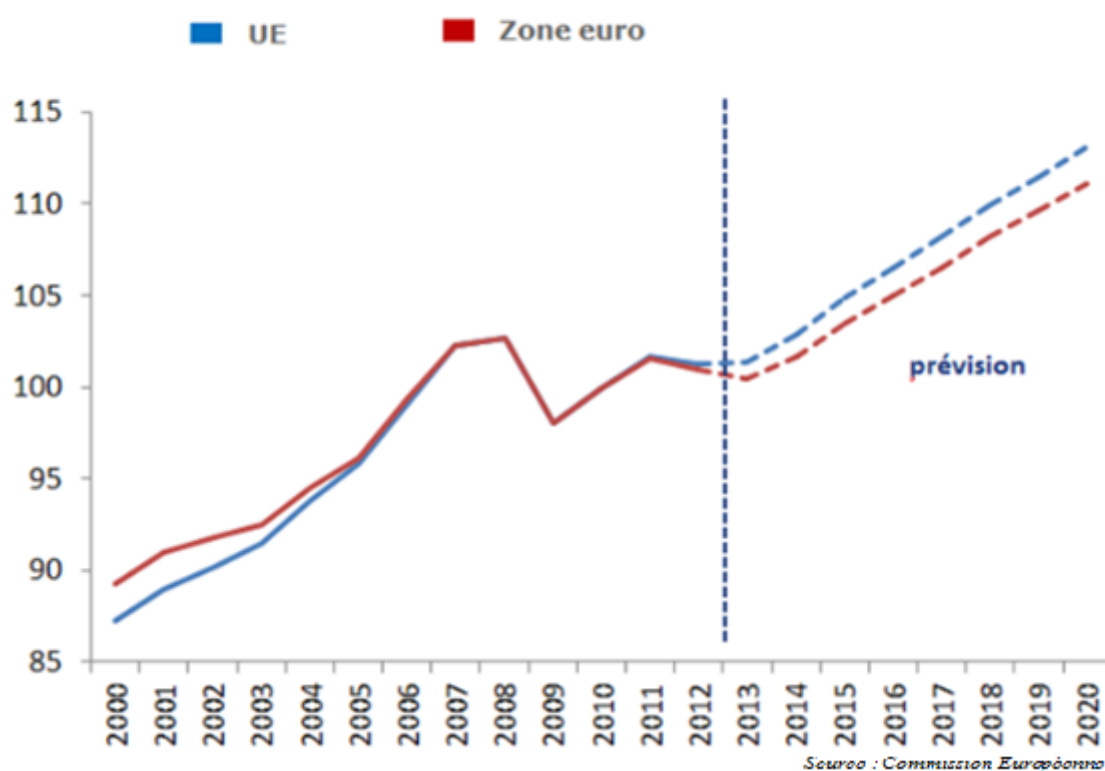
¹ Selon Eurostat, les personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale sont les personnes qui sont menacées par la pauvreté et/ou vivent dans le dénuement matériel et/ou vivent dans des ménages à très faible intensité de travail. Ce sont aussi les personnes dont le revenu disponible se situe en dessous du seuil de pauvreté fixé à 60% du revenu disponible médian national

3. EUROPE 2020 : SUR LA BONNE VOIE POUR REUSSIR ?

3.1 Quatre ans après, où en sommes-nous ?

Lors de la mise en place de la stratégie Europe 2020 en 2010, l'ampleur et la durée de la crise était alors inconnue en Europe. Divers scénarios ont alors été imaginé allant du plus enthousiasme (une croissance soutenue) au plus pessimiste (certain parlait d'une "décennie perdue").

Graphique n° 1. Niveau du PIB réel de l'UE et de la zone euro sur la période 2000-2020 (index 2010 = 100)



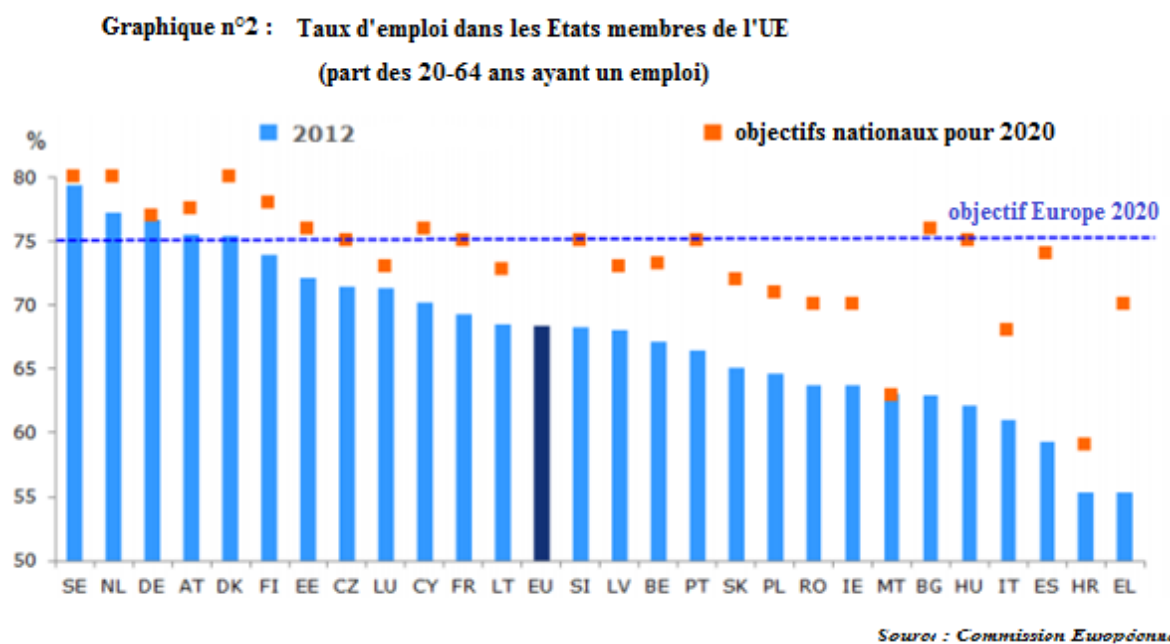
Comme on peut le voir ci-dessus, l'économie européenne est frappée de plein fouet par la crise en 2009 : son PIB décline de 4,5%. Même si la situation se stabilisait en 2010, les deux années qui suivirent ont été marquées par des tendances négatives en matière de PIB. Une reprise timide mais certaine peut s'apercevoir en 2013 et, selon les prévisions de la Commission, cela devrait continuer en 2014 et en 2015 (le PIB réel de l'UE devrait progresser respectivement de 1,5% et 2% pendant ces deux années). On voit donc, en 2014 que les pertes enregistrées pendant la période de récession sont compensées (le niveau de production économique retrouve son niveau de 2008). Il faut tout de même souligner que la

crise a coûté à l'Europe des richesses et un potentiel de croissance futur (en effet, ce sont des emplois et des entreprises qui ont disparu par exemple...). Toujours en se basant sur les prévisions de la Commission, la croissance annuelle du PIB pourrait être de 1,6% entre 2014 et 2020 (contre 2,3% entre 2001 et 2007).

Voyons maintenant où en sont chaque objectif de la stratégie.

- Augmentation du taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans à au moins 75 %.

Suite à la crise, la plupart des Etats membres ont subi de fortes baisses en matière d'emploi. La situation varie fortement d'une région à l'autre ce qui montre encore des faiblesses au sein de l'Europe dans la mobilité du capital humain. Malgré tout ça, de nombreux états ont mis en place des réformes du marché du travail qui permettront de mieux résister dans le futur mais les résultats mettent du temps à se manifester.

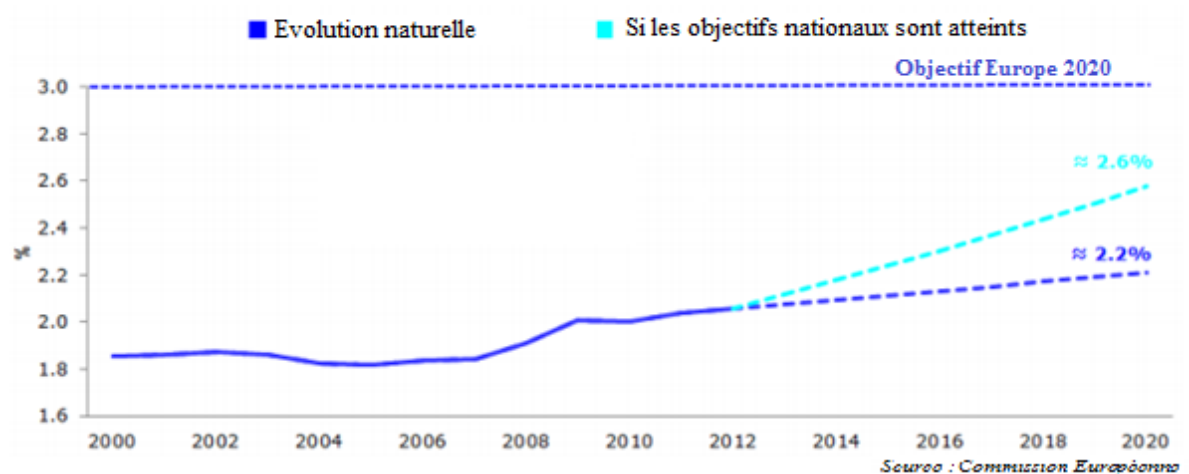


On peut voir sur le graphique que le taux d'emploi dans l'UE stagne depuis ces dernières années (on était à 68,5 % en 2010, à 68,4 % en 2012...). Selon les prévisions et les récentes tendances, l'objectif de la stratégie ne sera pas atteint en 2020 : il devrait atteindre 72% voir 74 % dans le cas le plus favorable c'est à dire si les objectifs nationaux sont atteints. Pour atteindre le taux ciblé, il serait indispensable d'augmenter le nombre d'hommes et de femmes ayant un emploi de 16 millions. Même si il y aura une grande population de

jeune qualifié disponible dans les prochaines années, il faudra aussi utiliser le potentiel d'une autre main d'œuvre composée de femmes, de personnes plus âgées et de migrants qui restent pour le moment inactifs.

- Augmentation des investissements dans la R&D à 3 % du PIB.

Graphique n°3 : Part des investissements dans la R&D en % du PIB



La progression des investissements dans la R&D reste très limitée depuis ces dernières années. Selon les prévisions, les investissements en R&D n'atteindront que 2,2 % en 2020 (2,6 % si les objectifs nationaux sont atteints) ce qui laisse encore une fois entrevoir un échec dans l'atteinte de cet objectif. Mais on peut voir que, par rapport à l'évolution entre 2000 et 2004, l'augmentation est tout de même plus significative entre 2010 et 2014 ce qui permet de dire que le stratégie Europe 2020 ou le contexte économique dans laquelle elle évolue favorise plus l'investissement dans la recherche.

- Objectifs écologiques : réduction des émissions de gaz à effet de serre, augmentation de l'efficacité énergétique et augmentation de la part des sources d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie.

Les différents points de l'objectifs écologiques, cette fois ci, devrait être atteint horizon 2020.

- En 2012, on peut voir que l'UE a déjà réduit l'émission de gaz à effet de serre de plus de 18 %. Ce sont les politiques dans le domaine du climat et de l'énergie qui ont porté

leurs fruits mais aussi le ralentissement économique qui a touché l'Europe. Malgré la reprise actuelle, les améliorations structurelles permettront de nouveaux progrès d'ici à 2020 ce qui pourra réduire l'émission à près de 24 % par rapport à 1990.

- Pour ce qui est des énergies renouvelables, l'UE semble être leader mondial en termes d'investissement global. Par exemple, elle avait installé pas moins de 44 % de la production mondiale d'électricité d'origine renouvelable fin 2012. En effet, l'objectif de la stratégie Europe 2020 d'atteindre 20 % d'ici à 2020 semble tout à fait réalisable (la part des énergies renouvelables représentait déjà 14,4 % en 2012).

- Enfin la consommation énergétique primaire a diminué d'environ 8 % entre 2006 et 2012. Cette diminution peut s'expliquer par le ralentissement de l'activité économique et avec la reprise on peut s'attendre à des résultats moins encourageants pour 2020. Il faut tout de même souligner que des mutations structurelles sont entrain de s'opérer : l'intensité énergétique a diminué de 24% entre 1995 et 2011.

D'une manière plus générale, on peut dire que d'un point écologique, la stratégie Europe 2020 est un succès plus retentissant que ne l'était la stratégie de Lisbonne.

- Objectif de formation : le taux d'abandon scolaire diminué de 10 % et une augmentation de 40 % des personnes de 30 à 34 ans ayant achevé un cycle de l'enseignement supérieur.

- Dans un contexte difficile du marché de l'emploi, il est normal de constater une baisse du taux d'abandon scolaire. Mais il y a tout de même des signaux d'améliorations structurelles qui encouragent la baisse de l'abandon. Depuis 2005 on assiste à une forte chute de ce taux (15,7% en 2005 et 12,7% en 2012 par exemple) mais cette baisse devrait ralentir dans les années à venir même si l'objectif est réalisable d'ici à 2020.

- Pour ce qui est de la proportion de diplômé de l'enseignement supérieur, la tendance est la même : on est à 35,7 % en 2012 ce qui est encourageant pour les objectifs de 2020.

- Sorti au moins 20 millions de personnes du risque de pauvreté et d'exclusion sociale
Etant donné les résultats en 2012, à savoir une augmentation de 10 millions de

personnes par rapport en 2009, cet objectif ne sera clairement pas atteint. Il n'existe rien d'encourageant qui permet de dire que l'UE va arranger ce problème puisque l'on restera au dessus de la barre des 100 millions en 2020. La situation est d'autant plus grave dans certains pays que la crise a montré la nécessité de systèmes de protections sociales efficaces.

3.2 Sur une meilleure voie que pour Lisbonne.

On peut déjà penser que la stratégie Europe 2020 ne tiendra pas ses objectifs. Il fallait revoir la méthode qui avait clairement montré ses limites. Observons les différents objectifs des deux stratégies :

Tableau n°1 : Récapitulatif des objectifs des deux stratégies.

Objectif	Stratégie de Lisbonne	Europe 2020
Taux d'emploi	Passer de 61% à 70%	Passer de 67% à 75%
Recherche et Développement	Passer de 1.9% à 3%	Passer de 2% à 3%
Environnement	Réduire de 8% les gaz à effet de serre par rapport à 1990	Réduire de 20% les gaz à effet de serre par rapport à 1990 Utiliser les énergies renouvelables à plus de 20%
Education	Un pourcentage de la population âgée de 20 à 24 ans atteignant au moins un niveau de secondaire supérieur passant de 76.6% à 85% et un taux d'abandon scolaire en dessous de 10%	Au moins 40% des 30-34 ans soient diplômés de l'enseignement supérieur et un taux d'abandon scolaire en dessous de 10%
Social		Réduire le nombre de personne menacé de pauvreté de 20 millions.

On peut donc voir que la stratégie Europe 2020 n'est que la continuité de la stratégie de Lisbonne, fondée sur le même modèle et ne propose pas la mise en place de contraintes pouvant s'exercer sur les Etats. Les grands axes autour desquels s'articule la stratégie Europe 2020 sont sensiblement les mêmes que ceux de la stratégie de Lisbonne avec des intitulés différents, de plus les objectifs sont en parfaite continuité avec ceux de Lisbonne qui n'ont

pas encore été réalisé (notamment en matière d'emploi et d'investissement dans la R&D). Le fait de remettre les mêmes objectifs qu'il y a 10 ans n'est pas un faute en soit, cela montre même l'importance qu'accorde la Commission sur ces thèmes mais la question réside dans les moyens mis en place pour avancer sur la réalisation de ces objectifs.

Elle sera tout de même plus institutionnalisée notamment par l'adoption de lignes directrices et par la possibilité pour la Commission d'émettre des avertissements politiques aux pays qui ne prendront pas les mesures appropriées pour atteindre les objectifs fixés. Il y aura aussi des programmes nationaux propres à chaque Etats membres correspondant au modèle de leur économie et a leur besoin.

Même si on peut y apercevoir une forme de progrès, on peut douter de l'efficacité de ces améliorations qui restent moins efficaces que les propositions formulées par certains parlementaires européens (la mise en place de sanctions ou de récompenses en fonction des actions de chaque Etats pour remplir leur rôle). Les méthodes employées pour mettre en place Europe 2020 s'inscrivent dans une logique de coordination molle et n'ont aucun caractère contraignant.

Les autorités de l'UE fondent la réussite de la stratégie sur le contexte économique et financier dans lequel elle va évoluer. En d'autres termes, Europe 2020 sera plus efficace si l'économie européenne se conforme au modèle d'inspiration libérale :

- d'un point de vue microéconomique : elle doit être fondée sur un marché unique plus solide. Il s'agit d'améliorer la politique de concurrence et défragmenter le marché européen qui reste encore trop hétérogène.

- d'un point de vue macroéconomique : il s'agit d'assainir les finances publiques. En effet, après la crise, les Etats membres doivent impérativement assurer la pérennité de leur finance en revenant aux objectifs budgétaires fixés par le Pacte de stabilité et de croissance².

Nous sommes donc dans un paradoxe contradictoire. D'un coté l'UE propose une

² "Il convient d'accorder la priorité aux stratégies d'assainissement budgétaire favorisant la croissance et principalement centrées sur la limitation des dépenses" (conclusions du conseil de juin 2010).

stratégie commune aux 27 Etats membres afin d'obtenir une économie intelligente et durable qui impliquerait des politiques industrielles et une forme d'État providence. De l'autre côté, l'Europe défend des idées libérales qui se méfient de politiques interventionnistes.

CONCLUSION

Pendant les années 1990, l'Union Européenne a souffert d'un ralentissement économique qui s'est traduit par une croissance moins importante que ses concurrents directs : les États-Unis et l'Asie. C'est donc dans le but de les surpasser qu'elle a mis en place la stratégie de Lisbonne.

Nous avons donc vu que cette stratégie qui partait pourtant d'un bon sentiment et qui a tout de même apporté à l'Europe quelques modifications structurelles nécessaires à sa viabilité s'est soldée par un échec. Un échec qui s'est traduit, aux yeux de tous, par le manque de réalisation de ses différents objectifs et par l'impacte de la crise. Car il faut tout de même souligner que la crise a soulevé un point important sur la stratégie de Lisbonne : elle ne correspondait pas suffisamment aux besoins de l'Europe. Il fallait d'avantage se concentrer sur les besoins structurels, sur la surveillance de l'endettement et de la stabilité des finances publiques des Etats membres. Cet échec pouvait se prévoir dès la mise en place de la stratégie : en effet, les moyens mis en œuvre étaient insuffisants. Au lieu de vouloir inciter les pays à surpasser leurs voisins en publiant des rapports sur leurs performances, il fallait les obliger à mettre en œuvre les réformes et favoriser les Etats les plus motivés (voir pénaliser les Etats qui ne montraient aucun signe d'effort même si cela paraît radical).

Après l'échec de la stratégie de Lisbonne, nous aurions pu penser que l'UE mettrait en place une suite améliorée et que les erreurs commises dans le passé ne seraient pas répétées. L'UE a bien mis en place une suite à la stratégie de Lisbonne appelée Europe 2020. Le problème est que cette suite n'est pas une amélioration logique de la stratégie de Lisbonne. En effet, grâce à une comparaison des moyens et des résultats quatre ans après la mise en place de chacune des stratégies, on est à même de penser que même si certains efforts ont été faits, nous sommes sur le même modèle et nous pouvons nous attendre au même résultat. En effet, la stratégie Europe 2020 est axée sur des points similaires à ceux de Lisbonne, avec des objectifs (trop) ambitieux qui ne seront probablement pas atteints et des moyens mis en place trop limités : des plans nationaux verront le jour (il n'y aura plus des objectifs globaux mais adaptés à la situation des différents Etats membres) et la Commission se verra le droit d'avertir les Etats qui ne feraient aucun effort.

Pour conclure, on peut donc dire que la stratégie Europe 2020 n'est qu'une banale

suite à la stratégie de Lisbonne avec quelques améliorations mais qui se soldera sans nul doute par un échec quant à la réalisation des objectifs. On peut tout de même signaler que l'un des objectifs de ce plan de réforme était de sortir l'Europe de la crise, chose que l'on commence à apercevoir. Ce rapport nous permet donc de nous rendre compte des faiblesses des différentes stratégies et de voir sur quel point il sera nécessaire de se recentrer afin d'éviter d'éventuelles futures crises d'une ampleur comme celle que nous venons de traverser. On est alors à même à se demander si, lors d'éventuels plans futurs, l'UE va s'attaquer aux origines de la crise et à des points plus structurels pour son économie.

BIBLIOGRAPHIE

COHEN, E. 2010. *Penser la crise : Défaillances de la théorie, du marché, de la régulation*. Edition : Fayard, 2010. 432 p.

ISBN 9782213654591

COHEN-TANUGI L. *Une stratégie européenne pour la mondialisation*. Edition : Odile Jacob, 2008. 331 p.

ISBN 9782738121813

COPELAND P., PAPADIMITRIOU D. *The EU's Lisbon Strategy : Evaluating Success, Understanding Failure*. Edition : Palgrave Macmillan, 2012. 279 p.

ISBN 9780230337121

GROS, ROTH F. *The Europe 2020 Strategy : Can It Maintain the Eu's Competitiveness in the World?* Edition : Ctr For European Policy, 2013. 125 p.

ISBN 9789461381248

KOK, W. 2004. *Relever le défi : la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi*. Edition : Office des publications officielles des Communautés européennes, 2004. 57p.

ISBN 9789289470551

LE GUIL, S. 2013. *L'UE moderne*. Edition : Books on Demand France, 2013. 144 p.

ISBN 9782322031047

MARLIER, E., NATALI, D. *Europe 2020 : Towards a More Social EU?* Edition : Peter Lang, 2010. 277 p.

ISBN 9789052016887

RAIMBAULT, G. 2002. *Comprendre simplement l'Union européenne économique et financière depuis l'introduction de l'euro...* Edition : Presses des Ponts, 2002. 378 p.

ISBN 9782859783594

WHYMAN, P., BAIMBRIDGE, M., MULLEN, A. *The Political Economy of the European Social Model*. Edition : Routledge, 2012. 398 p.

ISBN 9780415476294

Webographie :

http://ec.europa.eu/archives/growthandjobs_2009/pdf/lisbon_strategy_evaluation_fr.pdf

http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/europe2020stocktaking_fr.pdf

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home>

<http://www.touteurope.eu/les-politiques-europeennes/economie-et-monnaie.html>

http://ec.europa.eu/europe2020/index_fr.htm

<http://france.attac.org/archives/spip.php?article6570>